



## Décision du Conseil d'administration de CAFI

### Guinée équatoriale - Appel à manifestation d'intérêt

**Adopté le 25 juin 2021 lors de la 18<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'administration**

**EB.2021.09**

#### Considérant :

- La décision EB.2016.02 d'accorder une subvention préparatoire au gouvernement de la République de Guinée équatoriale pour l'élaboration d'un cadre national d'investissement, et les décisions [EB.2018.22](#) et [EB.2019.02](#) approuvant l'extension de cette subvention ;
- Les décisions [EB2019.07](#) et EB.2019.23 encourageant le gouvernement de la Guinée équatoriale à explorer les moyens de favoriser, de mesurer et de surveiller la gouvernance du secteur forestier et ses effets sur la légalité et la production du bois ; à mobiliser des financements nationaux ; et reconnaissant les avancées concrètes en matière de planification de l'utilisation des terres tout en encourageant une intégration complète des forêts et des questions d'utilisation des terres dans ce processus ;
- La décision [EB.2020.03](#), dans laquelle le Conseil d'administration s'est félicité de la finalisation du plan national d'investissement REDD+ de la Guinée équatoriale.
- La lettre reçue du Ministre des Finances, en date du 11 novembre 2020, renouvelant son engagement ;
- La 17<sup>ème</sup> réunion du Conseil d'administration de CAFI, au cours de laquelle il a été demandé au Secrétariat de CAFI d'élaborer des termes de référence pour le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt dans les domaines du dialogue politique et des études exploratoires sur les questions identifiées dans le cadre national d'investissement ;

- Le décret gouvernemental de mai 2021 portant création d'une Agence pour le développement et d'un Observatoire de la société civile ;
- La réunion organisée le 24 juin 2021 entre CAFI, représentée par la France et le Secrétariat de CAFI, le Vice-ministre du MHEP et le Ministre délégué du MAGBOMA, au cours de laquelle les Autorités ont exprimé leur grand intérêt, leur volonté de travailler ensemble et leur engagement de financement national en faveur de l'aménagement du territoire ;
- L'engagement de la Guinée équatoriale sur la décision de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale en faveur de l'interdiction des exportations de grumes.

Le Conseil d'administration :

- 1) Encourage le gouvernement de la Guinée équatoriale à continuer d'explorer les possibilités de paiement basé sur les résultats ;
- 2) Approuve le projet de termes de référence relatifs à l'appel à manifestation d'intérêt ;
- 3) Demande au Secrétariat de CAFI de recueillir les recommandations finales du gouvernement de la Guinée équatoriale, d'en informer le Conseil d'administration et, lorsqu'un consensus final sera atteint, de lancer l'appel à manifestation d'intérêt le plus rapidement possible afin d'identifier une organisation d'exécution capable de faciliter le dialogue politique entre CAFI et le gouvernement de la Guinée équatoriale et de mener des études pour identifier les données préliminaires et les opportunités les plus utiles et pertinentes dans le secteur de l'utilisation des terres et de la foresterie aux fins d'un possible partenariat futur entre CAFI et la Guinée équatoriale ;
- 4) Demande aux organisations soumissionnaires de décrire en détail comment les synergies avec d'autres initiatives planifiées et en cours seront identifiées et intégrées dans les plans de travail, afin de maximiser l'efficacité et les impacts de toutes les initiatives - y compris le projet « *Mejora de la Capacidad Institucional y Técnica de Guinea Ecuatorial en la Agricultura, la Silvicultura y otros sectores de uso de la tierra para una mayor transparencia en el marco del Acuerdo de París* » et le projet « *Apoyo a la formulación del Plan de Ordenación Territorial de Guinea Ecuatorial* » ;
- 5) Encourage les soumissions conjointes et les partenariats avec des acteurs établis dans la région ou le pays ;
- 6) Conformément à la décision EB.2021.07, demande aux organisations soumissionnaires de fournir un calendrier provisoire et réaliste, et de s'efforcer de démontrer comment elles formuleront des recommandations opérationnelles qui contribueront à guider à une possible collaboration future.